

MONOPOLISÉE PAR LES LIBANAIS

France 24 chasse des journalistes algériens

LE PUISSANT lobby libanais a évacué tout ce qui est maghrébin.

■ ADEL MEHDI

La chaîne France 24 arabe serait-elle devenue une chaîne libanaise ? C'est la question que l'on se pose lorsqu'on voit la couverture consacrée à la mort de Fadlallah, le chef spirituel des chiites libanais, décédé dimanche à Beyrouth à l'âge de 74 ans. Mais le plus grand problème de la chaîne française, c'est le conflit interne entre la direction libanaise et quelques journalistes algériens, qui mine la chaîne, qui bloque pour le moment le recrutement et qui freine son développement par rapport à sa version française et anglaise.

L'énorme décalage entre les objectifs annoncés par France 24 et la prestation de sa chaîne arabe s'est fait sentir de manière spectaculaire ces derniers temps. Pendant que le gouvernement français « tombe en pièces », mettant en évidence un véritable duel politique entre la gauche et la droite françaises, France 24 arabe s'enlise dans un débat libano-libanais ennuyeux et sans grande valeur journalistique. Il faut rappeler que cette chaîne, lancée par l'ancien locataire de l'Élysée, Jacques Chirac, en 2006, ciblait les décideurs dans les zones dites sous influence française. Aujourd'hui, la chaîne arrive même à attirer de nouveaux téléspectateurs grâce à son canal anglophone. Mais la chaîne arabe peine à trouver ses marques en raison d'un monopole levantin exercé aussi bien sur la ligne éditoriale que sur le personnel. Les personnalités politiques libanaises défilent sur l'antenne arabe comme si elle leur appartenait. En revanche, on ne



voit presque jamais d'interviews avec des personnalités politiques maghrébines. La direction arabe a recruté des journalistes libanais parachutés comme présentateurs sans aucune expérience dans le domaine de la présentation des journaux télévisés. Un seul rédacteur en chef algérien a tenté l'expérience, Abdelkader Djerridi (actuellement à Abou Dhabi), mais remercié par la directrice de l'antenne arabe, Nahida Nakad (journaliste libanaise et ancienne reporter à TF1) au terme de quelques semaines d'essai seulement. Elle avait remis en cause son traitement d'une information relative à l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri. Au sein de la rédaction arabe, le malaise est réel.

Plusieurs journalistes pigistes maghrébines n'arrivent pas à décrocher un contrat sous prétexte qu'ils sont faibles. Nahida Nakad, également directrice de la station radio Monte Carlo Doualya, a remercié au moins trois Algériens de RMC pour nommer une Libanaise, Mouna Al Banna, en tant que rédactrice en chef. Une journaliste qui connaît pourtant bien les Algériens, puisqu'elle avait souvent couvert le Festival du film arabe d'Oran. France 24 arabe a vu arriver récemment un rédacteur en chef tunisien, Mansour Tiss, et un autre marocain, Youcef Tsour Ben Tsouri. Aucun Algérien ! Les principaux responsables d'édition de France 24 arabe sont tous libanais: Eva Hachem, Imad Al-Atrach et Michel

Kik. Celui-ci est présenté comme une victime du nettoyage idéologique d'Al Jazeera. Mais en vérité, il a été viré par la chaîne qatarie (il était responsable du bureau parisien) pour mauvaise gestion, notamment financière. Nahida Nakad, qui est d'origine druze, offre souvent la part belle à Walid Djoumlat. Une audience que n'aurait pu espérer le chef de la communauté druze sur une télévision libanaise. De plus, les couvertures Liban bénéficient d'un grand investissement alors que la chaîne traverse une véritable crise financière qui l'empêche même de recourir à des moyens satellitaires professionnels. La directrice libanaise de France 24 arabe bénéficie pour le moment du soutien de Catherine Ockrent, directrice générale de l'AEF (Audiovisuel extérieur de la France) et surtout de l'épouse du chef de la diplomatie française. La chaîne passera à 24 heures de diffusion à la rentrée. Le moment est peut-être venu de se poser les bonnes questions sur son positionnement stratégique. Sera-t-elle une chaîne française arabophone ou une nouvelle chaîne libanaise, véhiculant les mêmes contentieux qui minent le Proche et le Moyen-Orient depuis des décennies ? **A. M.**

LA DIPLOMATIE FRANÇAISE SECOUÉE PAR UNE TEMPÊTE

Kouchner dans l'œil du cyclone

DEUX ANCIENS ministres français des Affaires étrangères, Hubert Védrine (1997-2002) et Alain Juppé (1993-1995) ont déclaré que « le Quai d'Orsay est un ministère sinistré ».

■ MOHAMED TOUATI

L'actuel chef de la diplomatie française, qui déclara au mois de février dernier : « La génération de l'indépendance algérienne est encore au pouvoir. Après elle, ce sera peut-être plus simple », est vraisemblablement un homme en sursis au sein du gouvernement dont il fait partie depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Ses deux prédécesseurs, qui se sont exprimés dans les colonnes du journal *Le Monde*, ont été sans concession avec sa gestion.

« L'effet est dévastateur : l'instrument est sur le point d'être cassé, cela se voit dans le monde entier. Tous nos partenaires s'en rendent compte. Pourtant, dans la compétition multipolaire, où tout se négocie en permanence avec un grand nombre d'interlocuteurs qu'il faut connaître avec précision, la France a plus que jamais besoin de moyens d'information et d'analyse », ont affirmé à l'unisson les deux hommes qui ont devancé le « French Doctor » au département des affaires étrangères. Cet implacable constat du délitement de la politique étrangère de la France, essentielle-ment africaine, depuis la nomination de Bernard Kouchner à la tête de la diplomatie française, n'en restera cependant pas là.

Le clou sera enfoncé par l'ex-ambassadeur de France au Sénégal, qui vient tout juste d'être débarqué. Il a quitté ses fonctions à Dakar, le 30 juin 2010, en raisons de difficiles relations avec le président Abdoulaye Wade, qui, depuis longtemps, réclamait son départ. La raison ? Des messages adressés par l'ancien président d'Action contre la faim (une organisation non gouvernementale) à sa hiérarchie, qui blâmaient la gestion du pays et remettaient en cause l'aide financière au Sénégal. « Venir en aide au Sénégal sans lui demander de réformer profondément son système politique reviendrait à fournir à un toxicomane la dose qu'il demande mais le conduit un peu plus

sûrement vers sa fin », a écrit dans un de ses télégrammes au Quai d'Orsay l'ambassadeur déchu, qui est aussi membre de l'Académie française depuis 2008. Dans le sillage des déclarations des deux ex-chefs de la diplomatie française, il n'aura pas la dent assez dure pour descendre en flammes la politique africaine de Sarkozy en Afrique.

« Ces dernières années, un mode de gouvernance particulier s'est construit : les affaires africaines les plus sensibles sont tranchées par Claude Guéant qui n'a aucune connaissance particulière de l'Afrique », confiera dans les colonnes du même journal Jean-François Rufin.

Dans la foulée, il assénera une sorte de coup de grâce à son ex-patron : « M. Kouchner a réorganisé le ministère à la manière d'une organisation non gouvernementale (ONG). Il a créé une « direction de la mondialisation » au titre ronflant, qui laisse entendre que la France peut régler les problèmes du monde. Mais quand vous pénétrez dans les bureaux, vous découvrez deux personnes sans aucun moyen, supposées lutter par exemple contre le réchauffement climatique ! » Le gouvernement Sarkozy qui est empêtré jusqu'au cou dans des affaires de scandales financiers et de

malversations aurait pu se passer de ces sorties médiatiques tonitruantes qui l'affaiblissent un peu plus à moins de deux ans de la présidentielle de 2012. Deux de ses ministres ont fini par jeter l'éponge. Le chef de l'Etat français vient d'être éclaboussé lui-même. Il est accusé d'avoir reçu 150 000 euros en liquide de la part de Liliane Bettencourt.

L'héritière des établissements L'Oréal est soupçonnée d'évasion fiscale. Le ministre du Travail, Eric Woerth, est au cœur de cette affaire. Nicolas Sarkozy, qui a la tête ailleurs et qui donne l'impression d'avoir perdu la main, ne doit pas hésiter à faire le ménage pour remettre un peu d'ordre dans la maison. Bernard Kouchner devrait en toute logique être débarqué lors du prochain remaniement. L'appel lancé par Hubert Védrine et Alain Juppé l'indique. « Cessez d'affaiblir le Quai d'Orsay ! », ont-ils ordonné, sans citer le nom de l'actuel chef de la diplomatie française. La génération de l'indépendance algérienne encore au pouvoir survivra à Bernard Kouchner encore longtemps, sans doute. **M. T.**

TIZI OUZOU

Un terroriste abattu à Akbil

■ KAMEL BOUDJADI

Après quelques heures du début des opérations de ratissage menées par les forces de sécurité dans la région de Aïn El Hammam, celles-ci ont

mis, hier, hors état de nuire un terroriste. Selon les mêmes sources, cette mobilisation des éléments de l'ANP combinés avec la Gendarmerie nationale a été déclenchée après des informations signalant la pré-

sence d'un important groupe terroriste dans le massif forestier de la région de Aïn El Hammam. Les mêmes sources ont fait état de la récupération d'une arme et de plusieurs lots de médicaments. **K. B.**

DERNIÈRE HEURE

LA MAURITANIE A SA LOI SUR LE TERRORISME

Une loi sur le terrorisme a été adoptée par l'Assemblée nationale mauritanienne dans le but de renforcer la législation en matière de lutte contre l'insécurité. Une première version de la loi avait été amendée par l'Assemblée nationale, le 5 janvier dernier, en autorisant, notamment les écoutes téléphoniques et en supprimant la prescription en matière de terrorisme. Mais celle-ci a été refusée par le Conseil constitutionnel. Ecoutes et perquisitions ne pourront désormais se faire, que sur ordre d'un juge d'instruction ou du procureur, à l'encontre de suspects dont les crimes terroristes sont avérés.

LA CROIX-ROUGE NOMME SON REPRÉSENTANT À ALGER



Le gouvernement a donné son agrément à la nomination de M. Frédéric Fournier, en qualité de chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge à Alger. Le gouvernement a aussi donné son agrément à la nomination de M. Ussama Osman, en qualité de nouveau représentant du Programme alimentaire mondial, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

INCENDIE DANS UN ATELIER DE LA COTITEX DE DRAË BEN KHEDDA

Un incendie s'est déclaré hier vers 12h30 dans l'un des ateliers de l'usine Cotitex située dans la ville de Draï Ben Khedda à quelque 10 km à l'ouest de la ville de Tizi Ouzou.

La Protection civile a déploré un blessé lors de l'incendie, un ouvrier de l'unité de filage. Selon les mêmes sources, le feu a pris dans la matière au niveau du polystyrène. Aucune information cependant ne mentionnait jusqu'à hier soir l'origine de cet incendie.

SECOUSSE TELLURIQUE DE 3,4 À BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,4 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, hier à 12h51, à Mansoura dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique. L'épicentre de cette secousse a été localisé à 6 km au nord-ouest de Mansoura, ajoute la même source.

14 CHEFS D'ETAT À LA FINALE DU MONDIAL

Quatorze chefs d'Etat africains assisteront, dimanche, à la finale du Mondial 2010 de football à Johannesburg. Les chefs d'Etat du Zimbabwe et du Togo, ont confirmé leur présence. Les rois du Lesotho et du Swaziland ainsi que les présidents du Kenya, du Mozambique, des Comores, du Burundi, du Ghana, de la Guinée équatoriale, du Malawi et de Djibouti, assisteront à la finale. Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, sera également présent.